



Rapport sur la qualité des actifs
financés et sur l'encours d'obligations foncières
au 30 septembre 2024
Caisse Française de Financement Local
(Instruction n° 2022-I-04 du 9 mars 2022)

Conformément à l'instruction n° 2022-I-04 du 9 mars 2022, le rapport sur la qualité des actifs a pour but de présenter des informations sur :

- l'ensemble des éléments d'actifs constituant le *cover pool* de la Caisse Française de Financement Local, hors intérêts courus non échus,
- l'encours d'obligations foncières, et
- le cadre de gestion des risques de taux, de change, de liquidité et de crédit.

Au 30 Septembre 2024, le *cover pool* de la Caisse Française de Financement Local est composé :

- d'expositions sur des personnes publiques pour EUR 59,9 milliards, sous forme de prêts pour EUR 55,6 milliards (dont EUR 0,4 milliard de liquidités déposés à la Banque de France) et sous forme de titres pour EUR 4,3 milliards, et
- d'expositions sur des établissements de crédit (titres et dépôts) pour EUR 3,2 milliards.

Le détail du *cover pool* est présenté dans le tableau suivant :

En EUR milliers, au 30/09/2024	Total des actifs	Actifs détenus hors <i>cover pool</i>	Actif du <i>cover pool</i>
Expositions sur des personnes publiques			
- Prêts (Hors liquidités déposées à la banque de France)	55 521 112	312 344	55 208 768
- Liquidités déposées à la banque de France	389 586	-	389 586
- Titres	4 337 653	-	4 337 653
Autres expositions: Expositions sur des établissements de crédit (Titres, expositions et dépôts)			
	3 215 082	-	3 215 082
Provisions Collectives	- 14 970	-	14 970
TOTAL	63 448 463	312 344	63 136 119

Grâce à son statut de société de crédit foncier, la Caisse Française de Financement Local a accès aux opérations de refinancement proposées aux banques par la Banque de France. Dans le cadre du pilotage de son *cover pool* et de sa trésorerie, la Caisse Française de Financement Local peut ainsi sortir du *cover pool* certains actifs et les donner en garantie à la banque centrale afin d'obtenir un financement lors des appels d'offres organisés par la Banque de France. La Caisse Française de Financement Local n'a pas fait usage de cette possibilité au cours des trois derniers exercices (sauf pour des tests opérationnels d'accès, mis en œuvre régulièrement) et aucun actif n'a été mobilisé au 30 septembre 2024 auprès de la Banque de France.

Des actifs détenus par la Caisse Française de Financement Local peuvent également être retirés du *cover pool* s'ils sont devenus non éligibles, en attendant qu'ils soient cédés ou échus.

Les obligations foncières émises par la Caisse Française de Financement Local respectent les conditions d'éligibilité aux opérations de refinancement de la Banque centrale européenne et sont également conformes à la directive *covered bonds* et à la réglementation CRR / CRD.

1. PRÊTS GARANTIS

La Caisse Française de Financement Local ne détient aucun prêt garanti par une hypothèque ou cautionné.

2. EXPOSITIONS SUR DES PERSONNES PUBLIQUES

2.1 VENTILATION PAR TYPE DE CONTREPARTIE

Dans le tableau ci-dessous, les expositions directes correspondent à des expositions sur des personnes publiques et les expositions indirectes à des expositions totalement garanties par des personnes publiques. Les expositions libellées en devise sont converties au cours de change du *swap* de couverture. Les prêts et titres sont présentés nets de provisions spécifiques et hors surcotes/décotes. Le montant total de ces expositions est présenté net de provisions collectives.

En EUR milliers, au 30/09/2024	Exposition directe		Exposition indirecte		Total	dont encours impayés
	Prêts	Titres obligataires	Prêts	Titres obligataires		
France						
Administration centrale						
- refinancements export	-		8 957 627	-	8 957 627	-
- autres	5 082	120 000	-	230 000	355 082	-
Banque centrale						
- Compte auprès de la Banque de France ⁽²⁾	389 586		-	-	389 586	-
Administrations régionales et locales						
- Régions	2 878 668	55 010	5 117	-	2 938 795	-
- Départements	6 662 932	-	271 999	-	6 934 931	187
- Communes	13 758 278	11 692	480 089	-	14 250 059	2
- Territoires d'outre-mer	59 887	-	3 282	-	63 169	-
- Groupement de collectivités locales ⁽³⁾	14 327 761	37 284	83 280	-	14 448 326	561
Entités du secteur publics :						
- Etablissements publics de santé	5 989 570	-	-	-	5 989 570	-
- Autres entités du secteur public	1 130 249	351 800	-	-	1 482 049	104
Sous-total	45 202 014	575 786	9 801 395	230 000	55 809 195	855
Autriche						
Administrations régionales et locales						
- Länder	145 659	-	-	-	145 659	-
Sous-total	145 659	-	-	-	145 659	-
Belgique						
Administrations régionales et locales						
- Régions	159	-	17 760	-	17 919	-
Sous-total	159	-	17 760	-	17 919	-
Canada						
Administrations régionales et locales						
- Communes avec échelon de notation 1	100 287	-	21 471	-	121 757	-
Sous-total	100 287	-	21 471	-	121 757	-
Espagne						
Administration centrale	-	208 000	-	-	208 000	-
Administrations régionales et locales						
- Régions	-	50 000	-	-	50 000	-
- Communes	56 195	-	-	-	56 195	-
Sous-total	56 195	258 000	-	-	314 195	-
Etats-Unis						
Administrations régionales et locales						
- États fédérés avec échelon de notation 1	-	107 943	-	-	107 943	-
Sous-total	-	107 943	-	-	107 943	-

En EUR milliers, au 30/09/2024	Exposition directe		Exposition indirecte		Total	dont encours impayés ⁽¹⁾
	Prêts	Titres obligataires	Prêts	Titres obligataires		
PAYS						
Italie						
Administration centrale	-	1 083 029	-	-	1 083 029	-
Administrations régionales et locales						
- Régions	-	1 173 514	-	-	1 173 514	-
- Provinces	-	348 637	-	-	348 637	-
- Communes	3 068	529 452	-	-	532 520	-
- Groupement de collectivités locales	-	6 292	-	-	6 292	-
Sous-total	3 068	3 140 925	-	-	3 143 993	-
Japon						
Administrations régionales et locales						
- Communes avec échelon de notation 2	-	25 000	-	-	25 000	-
Sous-total	-	25 000	-	-	25 000	-
Portugal						
Administrations régionales et locales						
- Communes	3 754	-	-	-	3 754	-
Sous-total	3 754	-	-	-	3 754	-
Suède						
Administrations régionales et locales						
- Communes	18 490	-	-	-	18 490	-
Sous-total	18 490	-	-	-	18 490	-
Suisse						
Administrations régionales et locales						
- Cantons avec échelon de notation 1	65 253	-	30 175	-	95 428	-
- Communes avec échelon de notation 1	132 674	-	-	-	132 674	-
Sous-total	197 927	-	30 175	-	228 102	-
SOUS-TOTAL GÉNÉRAL	45 727 554	4 107 653	9 870 801	230 000	59 936 007	855
Provisions Collectives					(14 970)	
TOTAL GÉNÉRAL	-	-	-	-	59 921 037	-

(1) La Caisse Française de Financement Local publie des comptes annuels et semestriels. Par conséquent, le détail des données relatif aux créances douteuses et litigieuses et aux provisions au 30 septembre 2024 n'est pas présenté dans le tableau ci-dessus. Les provisions et créances douteuses et litigieuses font néanmoins l'objet d'un suivi régulier et donnent lieu à un ajustement des expositions présentées dans ce même tableau.

(2) Solde du compte Banque de France de la Caisse Française de Financement Local au 30 septembre 2024.

(3) Dont EUR 8 424 milliers au titre des opérations de contrat de partenariat.

2.2 NOTATIONS

La Caisse Française de Financement Local détient des expositions sur des personnes publiques au Canada, aux Etats Unis, au Japon et en Suisse dont l'éligibilité nécessite une notation minimale par un organisme externe d'évaluation de crédit, reconnu par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

2.3 VENTILATION PAR DURÉE RÉSIDUELLE

En EUR milliers, au 30/09/2024

Maturité résiduelle finale		
Durée résiduelle (arrondie au nombre d'années entier le plus proche)	Nombre d'opérations (1)	Encours total
0	1 657	633 217
1	4 043	476 769
2	2 344	960 230
3	2 226	1 496 914
4	2 822	1 609 624
5	2 369	2 500 578
6	2 806	2 407 696
7	1 697	2 045 060
8	1 572	2 162 627
9	1 679	3 228 757
10	1 853	4 028 814
11	1 845	4 777 013
12	1 674	6 467 437
13	1 276	3 154 678
14	1 388	3 191 098
15	1 189	3 092 085
16	830	2 915 571
17	875	3 070 255
18	630	2 051 827
19	731	2 181 225
20	434	1 207 631
21	200	494 456
22	253	819 390
23	263	1 713 680
24	244	695 076
25	204	649 857
26	67	413 050
27	56	177 345
28	62	349 509
29	111	519 552
30	60	287 333
31	32	76 198
32	14	11 849
33	13	33 551
34	11	36 555
35	16	13 059
36	9	20 451
37	1	6 245
39	15	78 754
40	46	79 377
41	8	3 982
	37 625	60 138 377
ÉCART DE CHANGE		- 202 369
Provisions collectives non ventilées		- 14 970
TOTAL GÉNÉRAL		59 921 037

(1) Nombre d'opérations qui arriveront à échéance pendant la période observée. La période 0 inclut le solde du compte Banque de France.

2.4 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS (RA)

En EUR milliers, au 30/09/2024

	Remboursements anticipés survenus en 2024	Taux de RA fin de période
- Refinancements export	-	0,00%
- Secteur public local	10 338	0,02%
TOTAL expositions sur personnes publiques	10 338	0,02%

Le taux de RA calculé sur l'année 2024 correspond au rapport entre le volume de remboursements anticipés survenus durant l'exercice 2024 et l'encours moyen égal à la moyenne arithmétique des encours journaliers de la même période.

Sur 2023, le taux de RA pour l'année entière s'élevait à 0,27% correspondant à EUR 162 millions de remboursements anticipés.

2.5 PRINCIPES COMPTABLES RELATIFS A LA QUALIFICATION DES EXPOSITIONS EN CREANCES DOUTEUSES

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont saines ou dégradées ; elles demeurent dans leur poste d'origine. Une créance est considérée comme douteuse lorsqu'elle présente une des caractéristiques suivantes :

- un risque probable ou certain de non-recouvrement (impayés de plus de neuf mois pour les collectivités locales et de plus de trois mois pour les autres contreparties). Une contrepartie présentant un impayé supérieur à ces durées peut ne pas être déclassée en douteux si des circonstances particulières démontrent que les impayés sont dus à des causes non liées à la situation du débiteur (impayés techniques) ;
- lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré (dégradation de la situation financière ou procédure d'alerte par exemple).

Dans un souci de simplification opérationnelle ainsi que de prudence, Caffil a décidé d'aligner la notion de créance douteuse sur la notion prudentielle de défaut réel, c'est-à-dire un défaut pour cause d'impayé réel et/ou en raison du risque de non-paiement de la totalité des sommes dues par l'emprunteur (notion de Unlikely To Pay (UTP)) en référence à la politique défaut de la société. Les clients classés en période probatoire en vue d'une éventuelle sortie de défaut font également partie du périmètre des créances douteuses d'un point de vue comptable.

3. AUTRES EXPOSITIONS : EXPOSITIONS SUR DES
ETABLISSEMENTS DE CREDIT

3.1. VENTILATION PAR CONTREPARTIE

En EUR milliers, au 30/09/2024	Pays	Dont titres d'investissement		
		Encours	Dont titres de placements	
1^{er} échelon de qualité de crédit				
Obligations sécurisées				
	France	829 300	-	829 300
	Autres pays	1 400 725	-	1 400 725
Autres titres bancaires				
	France	21 000	-	21 000
	Autres pays	318 000	-	318 000
Prêt à la société mère, SFIL	France	-		
Solde des comptes courants bancaires	France et autres pays	9		
2^{ème} échelon de qualité de crédit				
Obligations sécurisées				
	France	-	-	-
	Autres pays	-	-	-
Autres titres bancaires				
	France	252 000	-	252 000
	Autres pays	387 500	-	387 500
Solde des comptes courants bancaires	France et autres pays	6 548		
3^{ème} échelon de qualité de crédit				
Titres bancaires (maturité < 100 jours)				
	France	-	-	-
	Autres pays	-	-	-
Solde des comptes courants bancaires	France et autres pays	-		
TOTAL GÉNÉRAL		3 215 082	-	3 208 525

Les autres expositions correspondent généralement à des placements de trésorerie sous la forme d'obligations, d'obligations sécurisées ou de certificats de dépôts, émis par des établissements de crédit. Cette rubrique inclut également les soldes des comptes courants bancaires ouverts dans différentes devises. Elle peut aussi inclure les prêts accordés par la Caisse Française de Financement Local à Sfil, sa maison mère, afin de placer ses excédents de trésorerie.

Les instruments dérivés inclus dans le *cover pool* sont comptabilisés hors bilan et ne figurent donc pas dans le tableau des expositions sur les établissements de crédit à l'actif du bilan.

Les titres bancaires sont présentés hors surcotes/décotes et nets de provisions spécifiques.

Aucune créance douteuse et litigieuse n'est recensée parmi ces expositions.

3.2 NOTATIONS

Pour être éligibles au *cover pool*, les expositions sur établissements de crédit doivent bénéficier d'une notation de 1^{er} ou du 2^{ème} échelon de qualité de crédit ou, lorsqu'elles ont une durée inférieure à 100 jours et se présentent sous la forme de dépôts à court terme utilisés pour répondre à l'exigence relative au coussin de liquidité du panier de couverture, d'une notation de 3^{ème} échelon de qualité de crédit.

Des limites en volume sont applicables à ces expositions en fonction de leur notation. Néanmoins, les actifs qui contribuent au niveau minimal de sur-nantissement de 105% ne sont pas soumis à ces limites.

Au 30 septembre 2024, ces différentes conditions sont remplies.

3.3 VENTILATION PAR DURÉE RÉSIDUELLE

En EUR milliers, au 30/09/2024

Maturité résiduelle finale		
Période d'échéance en année	Nombre d'opérations ⁽¹⁾	Total
0	6	179 732
1	16	491 400
2	14	403 025
3	6	312 000
4	20	834 800
5	7	309 500
6	8	253 425
7	5	151 400
8	1	5 000
9	4	274 800
Total	87	3 215 082

(1) Nombre d'opérations qui arriveront à échéance pendant la période observée.

Les soldes des comptes bancaires sont mentionnés ici comme une seule opération dont l'échéance est inférieure à 1 an.

3.4 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS

Aucun remboursement anticipé n'a eu lieu, ni au cours de l'année 2024, ni au cours de l'année 2023

3.5 MONTANT DES TITRES, SOMMES ET VALEURS RECUES EN GARANTIE DES OPERATIONS DE COUVERTURE

Le montant reçu en garantie des opérations de couverture est uniquement constitué de cash et est fongible avec le reste de la trésorerie de la société. La dette de restitution du cash collatéral reçu au 30 septembre 2024 s'élève à EUR 94,6 millions.

3.6 METHODE DE VALORISATION DES TITRES D'INVESTISSEMENT ET DE PLACEMENT

Titres d'investissement

Les titres à revenu fixe assortis d'une échéance déterminée sont comptabilisés en titres d'investissement lorsqu'il existe l'intention et la capacité de les conserver jusqu'à leur échéance. Les titres inscrits dans cette catégorie font l'objet d'un financement adossé ou d'une couverture en taux d'intérêt sur leur durée de vie résiduelle.

Les titres d'investissement sont enregistrés à la date d'achat pour leur prix d'acquisition pied de coupon, frais exclus.

Ils sont présentés hors intérêts courus et éventuelles décotes et surcotes d'acquisition.

En date de clôture, les plus values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins values latentes ne sont généralement pas provisionnées. Par exception, les moins values latentes sont provisionnées dans les cas suivants :

- l'existence d'un doute sur la capacité de l'émetteur à faire face à ses obligations ;
- la probabilité que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles.

Titres de placement

Sont comptabilisés en titres de placement les titres qui ne peuvent pas être inscrits en titres d'investissement.

Les titres de placement sont enregistrés à la date d'achat pour leur prix d'acquisition pied de coupon, frais exclus.

Ils sont présentés hors intérêts courus et éventuelles décotes et surcotes d'acquisition.

Selon le principe de prudence, les titres de placement apparaissent au bilan à leur valeur d'acquisition corrigée le cas échéant de l'amortissement des surcotes/décotes ou bien à leur valeur de réalisation à la date de clôture, si celle ci est inférieure, après prise en compte, le cas échéant, de la valeur du swap de microcouverture.

Pour le calcul de la valeur de réalisation, si le marché d'un instrument financier n'est pas actif, des techniques de valorisation sont utilisées. Le modèle de valorisation doit prendre en compte tous les facteurs que les acteurs du marché prendraient en considération pour valoriser l'actif. Dans ce cadre, Caffil s'appuie sur ses propres modèles d'évaluation en s'efforçant de prendre en compte au mieux les conditions de marché à la date de l'évaluation ainsi que les modifications de la qualité de crédit de ces instruments financiers et la liquidité du marché.

Les titres de placement transférés en titres d'investissement sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

4. Liste des numéros internationaux d'identification des titres (ISIN)

Code ISIN / Code interne	Obligation garantie européenne de qualité supérieure	Code ISIN / Code interne	Obligation garantie européenne de qualité supérieure	Code ISIN / Code interne	Obligation garantie européenne de qualité supérieure	Code ISIN / Code interne	Obligation garantie européenne de qualité supérieure	Code ISIN / Code interne	Obligation garantie européenne de qualité supérieure	Code ISIN / Code interne	Obligation garantie européenne de qualité supérieure	Code ISIN / Code interne	Obligation garantie européenne de qualité supérieure
FR000486581	Non	RCB 116	Non	RCB 183	Non	RCB 2014-12	Non	RCB 2015-10	Non	FR0013310018	Non	FR00140090M1	Non
AU0000DXAH80	Non	RCB 117	Non	FR0010923920	Non	RCB 2014-2	Non	RCB 2015-11	Non	FR0013310026	Non	FR00140090A1	Non
FR0010134577	Non	RCB 118	Non	FR0010925073	Non	RCB 2014-3	Non	FR0012686111	Non	FR0013311495	Non	FR001400ACQ1	Non
FR0010160911	Non	RCB 119	Non	RCB 184	Non	RCB 2014-4	Non	FR0012686145	Non	RCB 2018-1	Non	FR001400AJT0	Non
FR0010163394	Non	RCB 120	Non	FR0010963959	Non	RCB 2014-5	Non	FR0012722973	Non	FR0013319399	Non	FR001400BAQ3	Non
FR0010212977	Non	RCB 121	Non	RCB 185	Non	RCB 2014-6	Non	RCB 2015-12	Non	RCB 2018-2	Non	FR001400DAI6	Oui
FR0010261529	Non	RCB 122	Non	RCB 187	Non	RCB 2014-7	Non	FR0013330693	Non	RCB 2015-13	Non	FR001400DXR9	Oui
FR0010279109	Non	FR0010781591	Non	RCB 188	Non	RCB 2014-8	Non	RCB 2015-14	Non	FR0013330156	Non	FR001400EI59	Oui
FR0010289322	Non	RCB 123	Non	RCB 189	Non	RCB 2014-9	Non	RCB 2015-15	Non	RCB 2018-3	Non	RCB 2022-3	Oui
FR0010289397	Non	RCB 124	Non	RCB 190	Non	RCB 2014-13	Non	FR0012939882	Non	RCB 2018-4	Non	FR001400GK4	Oui
FR0010306456	Non	RCB 125	Non	RCB 191	Non	RCB 2014-14	Non	FR0012968451	Non	FR0013345485	Oui	FR001400FFW1	Oui
FR0010306498	Non	RCB 126	Non	RCB 192	Non	FR0011701044	Non	FR0013029220	Non	RCB 2018-5	Non	FR001400FKH2	Oui
FR0010306506	Non	RCB 127	Non	RCB 193	Non	RCB 2014-15	Non	RCB 2015-16	Non	FR0013347085	Non	FR001400GM85	Oui
FR0010306514	Non	RCB 128	Non	RCB 194	Non	RCB 2014-16	Non	RCB 2015-17	Non	FR0013347143	Non	RCB 2023-1	Oui
FR0010306522	Non	RCB 129	Non	RCB 195	Non	RCB 2014-17	Non	FR0013081049	Non	RCB 2018-6	Non	FR001400HM51	Oui
FR0010306548	Non	RCB 131	Non	RCB 196	Non	FR0011737956	Non	RCB 2015-18	Non	FR0013348919	Non	FR001400HGE2	Oui
FR0010318410	Non	RCB 132	Non	RCB 197	Non	RCB 2014-18	Non	RCB 2015-19	Non	FR0013351848	Non	FR001400HS62	Oui
FR0010322792	Non	RCB 134	Non	RCB 199	Non	RCB 2014-19	Non	FR0013088432	Non	FR0013352499	Non	RCB 2023-2	Oui
RCB 10	Non	RCB 135	Non	RCB 200	Non	RCB 2014-20	Non	RCB 2016-1	Non	FR0013385788	Non	RCB 2023-3	Oui
RCB 11	Non	RCB 136	Non	RCB 202	Non	RCB 2014-25	Non	RCB 2016-2	Non	FR0013387362	Non	RCB 2023-4	Oui
RCB 13	Non	RCB 137	Non	RCB 203	Non	RCB 2014-21	Non	FR0013108248	Non	FR0013396355	Non	FR001400ID75	Oui
RCB 14	Non	RCB 138	Non	RCB 204	Non	RCB 2014-22	Non	RCB 2016-3	Non	FR0013396363	Non	FR001400IR7	Oui
RCB 15	Non	RCB 140	Non	RCB 205	Non	RCB 2014-23	Non	FR0013119070	Non	FR0013397205	Non	RCB 2023-5	Oui
RCB 16	Non	RCB 141	Non	RCB 206	Non	RCB 2014-24	Non	RCB 2016-4	Non	FR0013397361	Non	FR001400JWN7	Oui
RCB 4	Non	RCB 142	Non	RCB 208	Non	RCB 2014-26	Non	RCB 2016-5	Non	FR0013397676	Non	RCB 2023-6	Oui
RCB 5	Non	RCB 143	Non	FR0011546886	Non	RCB 2014-27	Non	RCB 2016-6	Non	FR0013397767	Non	FR001400KL72	Oui
RCB 7	Non	RCB 144	Non	FR0011548791	Non	RCB 2014-28	Non	FR0013150257	Non	RCB 2019-1	Non	FR001400LDK9	Oui
RCB 20	Non	RCB 145	Non	FR0011548866	Non	RCB 2014-31	Non	FR0013184181	Non	FR0013400538	Non	FR001400M159	Oui
RCB 21	Non	RCB 147	Non	FR0011549997	Non	RCB 2014-32	Non	FR0013196223	Non	RCB 2019-2	Non	RCB 2023-7	Oui
RCB 22	Non	RCB 149	Non	RCB 2013-1	Non	RCB 2014-29	Non	RCB 2016-7	Non	FR0013403433	Non	FR001400NE03	Oui
RCB 26	Non	RCB 150	Non	RCB 2013-2	Non	RCB 2014-30	Non	RCB 2016-8	Non	FR0013403516	Non	RCB 2024-1	Oui
RCB 27	Non	RCB 151	Non	RCB 2013-3	Non	RCB 2014-33	Non	FR0013202850	Non	FR0013405560	Non	FR001400NUE2	Oui
RCB 28	Non	RCB 152	Non	RCB 2013-4	Non	RCB 2014-34	Non	FR0013203619	Non	RCB 2019-4	Non	RCB 2024-2	Oui
RCB 29	Non	RCB 154	Non	RCB 2013-5	Non	RCB 2014-35	Non	FR0013204609	Non	RCB 2019-3	Non	RCB 2024-3	Oui
RCB 30	Non	RCB 155	Non	RCB 2013-10	Non	RCB 2014-36	Non	FR0013219631	Non	RCB 2019-5	Non	RCB 2024-4	Oui
FR0010443630	Non	RCB 156	Non	RCB 2013-11	Non	RCB 2014-37	Non	FR0013221389	Non	FR0013436623	Non	FR001400GL4	Oui
RCB 35	Non	RCB 157	Non	RCB 2013-12	Non	RCB 2014-38	Non	FR0013230703	Non	FR0013456589	Non	RCB 2024-5	Oui
RCB 39	Non	RCB 158	Non	RCB 2013-13	Non	RCB 2014-40	Non	RCB 2017-1	Non	FR0013459757	Non	FR001400OK0	Oui
RCB 40	Non	RCB 159	Non	RCB 2013-7	Non	FR0011907963	Non	FR0013234952	Non	FR0013479052	Non	FR001400PAP5	Oui
RCB 44	Non	RCB 160	Non	RCB 2013-8	Non	RCB 2014-39	Non	RCB 2017-2	Non	FR0013482189	Non	RCB 2024-6	Oui
RCB 45	Non	RCB 162	Non	RCB 2013-9	Non	RCB 2014-41	Non	RCB 2017-3	Non	FR0013511615	Non	FR001400Q494	Oui
RCB 50	Non	RCB 163	Non	RCB 2013-6	Non	RCB 2014-42	Non	RCB 2017-4	Non	FR0013519568	Non	RCB 2024-8	Oui
FR0010504761	Non	FR0010840108	Non	RCB 2013-14	Non	FR0011916220	Non	RCB 2017-5	Non	RCB 2020-1	Non	RCB 2024-7	Oui
RCB 51	Non	RCB 165	Non	RCB 2013-15	Non	RCB 2014-43	Non	RCB 2017-6	Non	FR0013535820	Non	RCB 2024-9	Oui
FR0010526376	Non	RCB 166	Non	RCB 2013-16	Non	RCB 2014-44	Non	RCB 2017-7	Non	FR00140006K7	Non	RCB 2024-10	Oui
FR0010594374	Non	RCB 167	Non	RCB 2013-17	Non	RCB 2014-45	Non	RCB 2017-8	Non	FR0014000N39	Non		
RCB 69	Non	RCB 168	Non	RCB 2013-18	Non	RCB 2014-46	Non	RCB 2017-9	Non	FR0014001GV5	Non		
RCB 76	Non	RCB 169	Non	RCB 2013-19	Non	FR0012169910	Non	RCB 2017-10	Non	FR0014001ZD3	Non		
RCB 80	Non	RCB 170	Non	RCB 2013-20	Non	RCB 2015-1	Non	FR0013255866	Non	FR00140024W5	Non		
RCB 97	Non	RCB 172	Non	RCB 2013-21	Non	FR0012467942	Non	FR0013256872	Non	FR00140033E4	Non		
RCB 98	Non	RCB 173	Non	RCB 2013-22	Non	RCB 2015-2	Non	RCB 2017-11	Non	FR00140049N1	Non		
RCB 103	Non	RCB 174	Non	RCB 2013-23	Non	RCB 2015-3	Non	FR0013267374	Non	FR0014005NV4	Non		
RCB 104	Non	RCB 175	Non	RCB 2013-24	Non	RCB 2015-4	Non	FR0013267259	Non	FR0014005N34	Non		
RCB 105	Non	RCB 176	Non	RCB 2013-25	Non	RCB 2015-5	Non	FR0013267754	Non	FR0014005Y20	Non		
RCB 106	Non	RCB 177	Non	RCB 2013-26	Non	FR0012568228	Non	RCB 2017-12	Non	FR0014007PY9	Non		
RCB 107	Non	CH011862063	Non	RCB 2013-27	Non	RCB 2015-6	Non	RCB 2017-13	Non	FR0014007PY7	Non		
RCB 108	Non	RCB 178	Non	FR0011580588	Non	RCB 2015-7	Non	FR0013284072	Non	RCB 2022-1	Non		
RCB 109	Non	RCB 179	Non	RCB 2014-1	Non	RCB 2015-8A	Non	FR0013293578	Non	FR0014008C18	Non		
RCB 110	Non	RCB 181	Non	RCB 2014-10	Non	RCB 2015-8B	Non	RCB 2017-14	Non	FR0014008E65	Non		
FR0010766923	Non	RCB 182	Non	RCB 2014-11	Non	RCB 2015-9	Non	RCB 2017-15	Non	RCB 2022-2	Non		

Le tableau ci-dessus présente la liste des numéros internationaux d'identification des titres (ISIN) pour toutes les émissions d'obligations foncières auxquelles un code ISIN a été attribué, et le numéro du contrat pour les placements privés réalisés sous la forme de *registered covered bonds* (RCB).

5. EXPOSITIONS AUX RISQUES DE MARCHE, DE CREDIT ET DE LIQUIDITE

5.1 LE RISQUE DE TAUX

- La gestion du risque de taux :

La Caisse Française de Financement Local a défini un appétit au risque de taux fixe qui se décline en un dispositif de limites encadrant la sensibilité de la valeur actuelle nette (VAN). Afin de piloter cette sensibilité dans les limites imparties, la Caisse Française de Financement Local a mis en place la stratégie de couverture suivante :

- o micro-couverture du risque de taux sur les éléments de bilan libellés dans une devise autre que l'euro ou indexés sur une structure de taux complexe. Certaines opérations vanilles libellées en euro peuvent également faire l'objet d'une micro-couverture si leur notionnel ou leur durée risque d'entraîner un dépassement de limite de sensibilité. La micro-couverture est réalisée par swap ;
- o macro-couverture du risque de taux pour l'ensemble des opérations qui ne sont pas micro-couvertes. Les opérations concernées sont essentiellement (i) les prêts au secteur public local et (ii) les émissions d'obligations foncières libellées en euro. Cette macro-couverture est obtenue autant que possible par adossement entre actifs et passifs à taux fixe via la résiliation de swaps et, pour le complément, par la mise en place de nouveaux swaps contre €str (auparavant contre euribor).

Cette gestion du risque de taux fixe est complétée par un suivi des fixings des opérations à taux révisables afin de s'assurer que ceux-ci n'entraînent pas un dépassement de la limite de sensibilité à court terme. Le cas échéant, des swaps contre €str peuvent être conclus pour couvrir le risque de fixing.

Ces couvertures peuvent être réalisées soit directement sur le marché par la Caisse Française de Financement Local, soit être intermédiées par Sfil, qui se retourne alors à son tour sur le marché.

Les dettes non privilégiées ne font pas l'objet de couverture. En effet, les dettes contractées par la Caisse Française de Financement Local auprès de son actionnaire pour financer le surdimensionnement sont empruntées soit directement avec un index €str et n'ont pas besoin d'être swappées, soit avec un index Euribor et financent alors des actifs également indexés sur Euribor. Le cas échéant, les dettes envers la Banque de France, à court terme et à taux fixe, ne sont pas couvertes, mais financent des actifs à taux fixe également.

Ces différents types de risque de taux sont analysés et gérés à travers :

- le suivi d'impasses (ou gaps) de taux fixe, d'index et de fixing, calculées en vision statique :

Impasse taux fixe	Différence entre les emplois et les ressources au bilan et au hors-bilan pour les opérations à taux fixe, ou dont le taux a fixé. Elle est calculée chaque mois jusqu'à extinction du bilan.
Impasse par index	Différence entre les emplois et les ressources, au bilan et au hors-bilan, pour un index ténor donné n'ayant pas encore fixé. Cette impasse est calculée chaque mois jusqu'à extinction du bilan.
Impasse de fixing	Pour un index ténor donné : différence entre les emplois et les ressources à taux révisable, de bilan et de hors-bilan, par date de fixing.

- la production mensuelle d'indicateurs de sensibilité de la valeur actuelle nette : la mesure de ce risque est égale à la perte maximale en valeur actuelle nette observée par rapport à huit scénarios différents d'évolution des taux. Ces huit scénarios correspondent aux six scénarios du calcul du ratio réglementaire outlier auxquels s'ajoutent deux scénarios internes définis sur base des variations historiques des taux. À la différence des ratios réglementaires, les fonds propres sont pris en compte dans le calcul de ces indicateurs. La perte maximale observée en fin de trimestre parmi les huit scénarios considérés est présentée ci-dessous :

Sensibilités (en EUR mns)	31/12/2023	30/09/2024
Scénario réglementaire "outlier" de hausse des taux de 200bp	-4,4	-9,1
Scénario réglementaire "outlier" de baisse des taux de 200 bp avec application d'un floor	11,6	16,8
Scénario réglementaire "outlier" de hausse des taux court terme	-0,9	-21,3
Scénario réglementaire "outlier" de baisse des taux court terme avec application d'un floor	0,9	21,9
Scénario réglementaire "outlier" d'aplatissement de la courbe des taux avec application d'un floor	1,8	-18,0
Scénario réglementaire "outlier" de pentification de la courbe des taux avec application d'un floor	-1,1	17,3
Scénario interne d'aplatissement de la courbe des taux	-13,9	-24,9
Scénario interne d'inversion de la courbe des taux	-5,3	-8,9

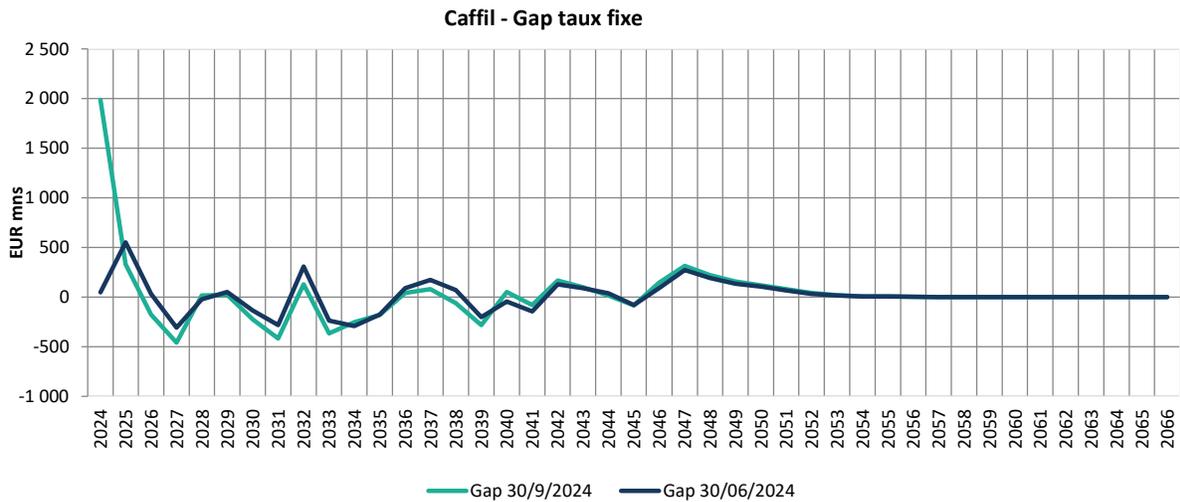
Les portefeuilles d'actifs dont la stratégie est d'être totalement couverts ne sont pas sensibles aux variations de taux et ne sont donc pas intégrés au calcul de la sensibilité globale du bilan de la Caisse Française de Financement Local.

• Mesure de la position de taux :

La position de taux est mesurée via la modélisation d'une impasse de taux fixe basée sur l'écoulement des opérations de bilan et de hors-bilan à taux fixe. Elle est calculée pour chaque intervalle de temps comme étant égal à la différence entre les encours moyens d'actifs à taux fixe et les encours moyens de passifs à taux fixe. A noter que :

- le fixing en cours des opérations à taux révisable est inclus dans l'impasse de taux fixe,
- le placement des fonds propres, représenté par les contrats internes, est intégré dans l'impasse de taux fixe,
- les soultes relatives aux dérivés, étalées en comptabilité, sont aussi incluses dans l'impasse de taux fixe

La position de taux de la Caisse Française de Financement Local au 30 septembre 2024 est la suivante :



5.2 LE RISQUE DE CHANGE

La politique de gestion du risque de change de la Caisse Française de Financement Local consiste à ne prendre aucun risque de change : les émissions et les actifs libellés en devises donnent lieu, au plus tard lors de leur entrée au bilan et jusqu'à leur échéance finale, à la conclusion d'un cross-currency swap contre euro, assurant ainsi une couverture en change du nominal et du taux porté par ces éléments de bilan. Les expositions à taux révisable en euro résultant de cette gestion sont intégrées dans la gestion du risque de taux.

Le risque de change est suivi au travers de la position de change nette dans chaque devise, calculée sur l'ensemble des créances, dettes (y compris les intérêts courus non échus) et engagements hors bilan. La position nette de change par devise doit être nulle à l'exception de la position en USD, GBP et CHF, pour laquelle une faible position est tolérée pour des raisons opérationnelles.

Cependant, certains prêts de refinancement des grands crédits à l'exportation libellés en devises peuvent générer un risque de change temporaire très limité pendant leurs phases de tirage, en cas de décalage entre les dates de versement effectives et celles initialement prévues et couvertes. Ce risque résiduel est encadré par une limite de sensibilité à la base euro/devise, calculée sur toute la durée de vie des prêts

5.3 LE RISQUE DE MARCHE

La Caisse Française de Financement Local, en tant que société de crédit foncier, ne peut détenir de portefeuille de négociation ou de participation et n'est donc pas exposée au risque de marché réglementaire.

Certaines positions ou activités du portefeuille bancaire de la Caisse Française de Financement Local, même si elles ne portent pas de risque de marché au sens réglementaire du terme, sont néanmoins sensibles à la volatilité des paramètres de marché et font peser un risque sur le résultat comptable ou sur les fonds propres ; elles sont suivies au titre des risques de marché non réglementaires.

Il s'agit des titres de placement, dont les pertes de valeur en date d'arrêt sont provisionnées conformément aux normes comptables françaises.

5.4 LE RISQUE DE LIQUIDITE

La Caisse Française de Financement Local assure une gestion lui permettant de couvrir structurellement ses besoins de liquidité par des actifs éligibles à un refinancement de la Banque de France jusqu'à extinction des passifs privilégiés.

La Caisse Française de Financement Local dispose de ressources propres et peut par ordre de priorité :

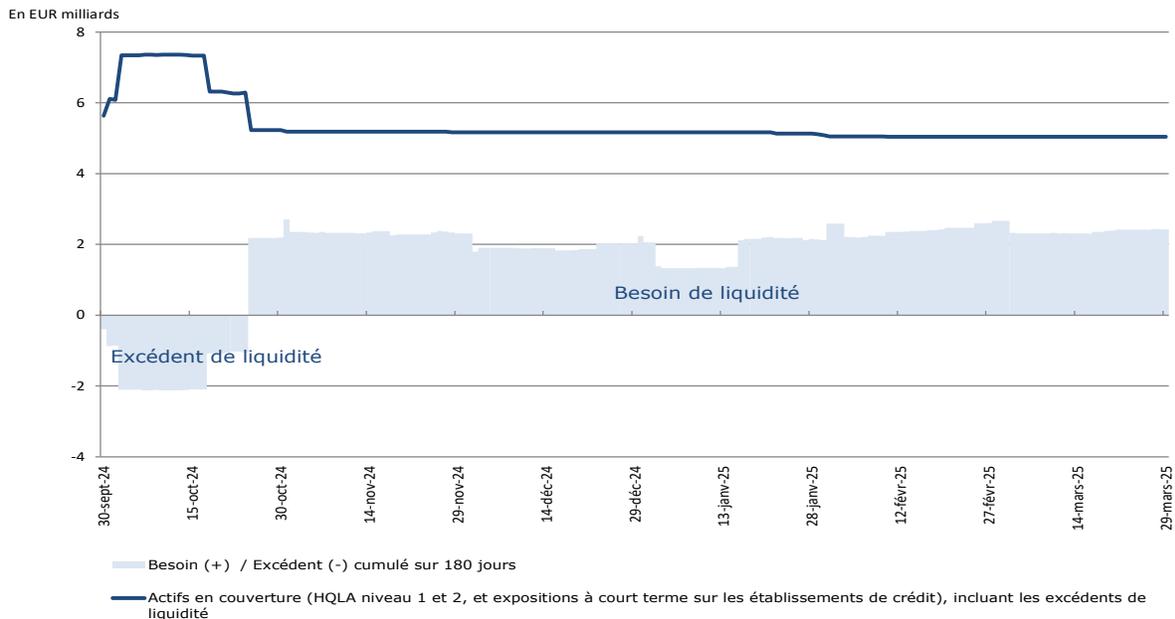
- Utiliser les excédents de trésorerie disponibles. Au 30 septembre 2024, ils s'élèvent à EUR 401,2 millions (dépôts à la Banque de France, au Trésor et dans des banques commerciales);
- Réaliser une émission obligataire ;
- Recourir à des tirages supplémentaires auprès de sa maison-mère dans le cadre de la convention de financement ;
- Céder, obtenir le remboursement ou donner en garantie à la Banque de France, pour obtenir des financements lors des appels d'offre, les actifs suivants :
 - Les expositions sur établissements de crédit (hors comptes courants bancaires). Au 30 septembre 2024, celles-ci s'élèvent à EUR 3 208,5 millions, dont EUR 2 304,5 millions de titres liquides de haute qualité (niveau 1, 2A ou 2B);
 - Les titres émis par le secteur public, liquides et de haute qualité (niveau 1, 2A ou 2B). Au 30 septembre 2024, ceux-ci s'élèvent à EUR 2 691,9 millions;

- Les autres actifs éligibles au refinancement de la banque de France. Au 30 septembre 2024, ceux-ci s'élèvent à EUR 35 360,7 millions, avant haircut.

Au 30 septembre 2024, la Caisse Française de Financement Local dispose ainsi d'environ EUR 41 662,3 millions d'actifs liquides ou éligibles au refinancement de la Banque de France, y compris sa trésorerie déposée en banque ou à la Banque de France. Il n'existe pas d'obstacle juridique susceptible d'empêcher l'utilisation d'une partie de ces actifs dans le respect des articles L. 513-12 et R. 513-8 du code monétaire et financier.

Par ailleurs, la Caisse Française de Financement Local s'assure qu'à tout moment ses besoins de trésorerie sur une période de 180 jours, calculés en situation de run-off, sont couverts en premier lieu par des actifs liquides de haute qualité (niveau 1, 2A ou 2 B) et, en deuxième lieu, par des expositions à court terme sur des établissements de crédit bénéficiant du meilleur ou du deuxième meilleur échelon de qualité de crédit, ou, du troisième meilleur échelon de qualité de crédit pour les dépôts à court terme. Les créances non garanties et jugées en défaut, conformément à l'article 178 du règlement (UE) n° 575/2013 du 26 juin 2013, ne peuvent pas participer à la couverture des besoins de trésorerie.

On entend par besoins de trésorerie les remboursements des obligations foncières et des registered covered bonds (RCB), des dettes non privilégiées et les prévisions de remboursement du cash collatéral reçu, nets des remboursements d'actifs reçus, en tenant compte des flux des dérivés de couverture. Au 30 septembre 2024, la situation de liquidité à 180 jours présente d'abord un excédent de trésorerie (avec un maximum de EUR 2,1 milliard début octobre 2024) puis un besoin de trésorerie jusqu'à la fin de la période (avec un maximum de 2,7 milliards fin octobre 2024). Sur la période, les besoins de liquidité sont couverts, à tout moment, par des actifs liquides de haute qualité (niveau 1, 2A ou 2 B) ou par des expositions à court terme sur des établissements de crédit (cf. graphique ci-dessous). Par ailleurs, des mesures de gestion spécifiques (par exemple, la réalisation d'une nouvelle émission obligataire ou le recours aux financements ou de la banque centrale) pourront être prises pour couvrir les besoins.



Les variations observées correspondent aux cash flows d'amortissement des obligations foncières, du cash collatéral, des dettes non privilégiées, des dérivés et des actifs.

La projection du solde de trésorerie à 180 jours est calculée à partir de l'échéancier contractuel des

flux d'intérêts et de capital des actifs et des passifs présents au bilan de la Caisse Française de

Financement Local au 30 septembre 2024. Par ailleurs, cette projection tient compte des flux liés à des opérations certaines mais débutant postérieurement à la date d'arrêté.

La Caisse Française de Financement Local ne détient aucun actif financier incluant des déclencheurs de prorogation de l'échéance. Elle n'a émis aucune obligation foncière incluant des déclencheurs de prorogation de l'échéance. Certaines obligations foncières incluent des options d'achat (call) qui sont uniquement exerçables par la Caisse Française de Financement Local.

Les hypothèses retenues pour le calcul sont les suivantes :

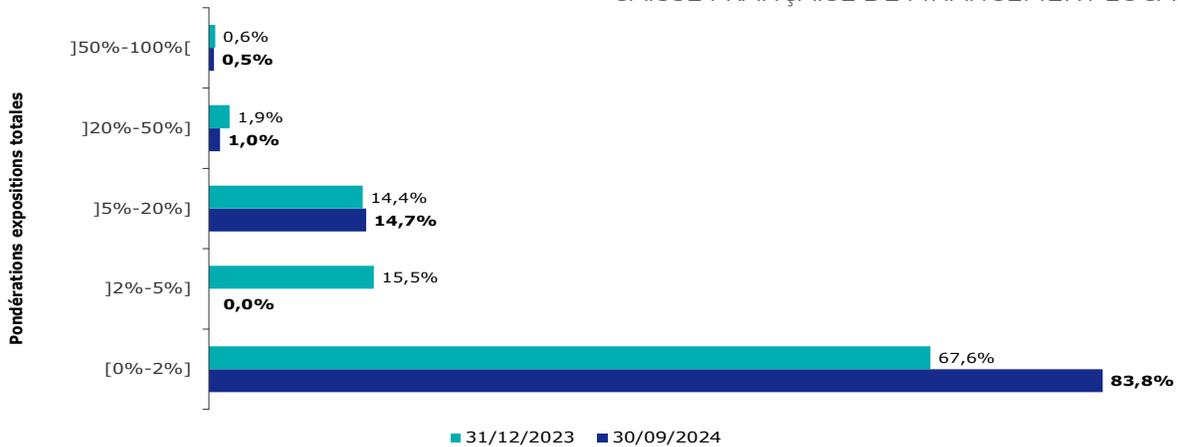
- Aucun remboursement anticipé volontaire sur les prêts commerciaux conformément aux hypothèses retenues dans la gestion ALM, ni exercice d'option sur les titres détenus à l'actif par la Caisse Française de Financement Local. Du point de vue de la liquidité, il s'agit donc du scénario le plus défavorable.
- Modélisation des passifs possédant une clause de rachat anticipé à la main de la Caisse Française de Financement Local : A noter qu'il n'existe pas au bilan de la Caisse Française de Financement Local de passif comportant une clause de remboursement anticipé à la main de l'investisseur. Cependant il a été décidé d'utiliser l'hypothèse la plus conservatrice, c'est-à-dire l'exercice de toutes les options de remboursement anticipé sur la période.
- Les garanties en espèces reçues ou données aux contreparties au titre des dérivés de couverture (cash collatéraux ou variation margin) sont présentées sur la base des flux à venir et en projetant la valeur de marché des opérations sous-jacentes à conditions de marché inchangées. Concrètement, pour chaque contrat-cadre, une projection de la valorisation des swaps est faite en tenant compte des flux d'intérêts et de capital restant à recevoir et à verser jusqu'à maturité des swaps. Le montant de cash collatéral à verser ou recevoir sur les 180 prochains jours est déterminé à partir de cette valorisation.
- Projection des flux d'intérêts à taux variable sur la base du dernier fixing connu pour le premier flux d'intérêts et du taux projeté pour les flux suivants.
- Estimation de la non performance des actifs sur la base de la variation du montant d'impayés la plus élevée sur une période de 180 jours observée sur la période 31 décembre 2011 – 30 septembre 2024 (actuellement EUR 34,9 millions positionnés au premier jour).

5.5 LE RISQUE DE CREDIT

- Ventilation de la totalité des actifs selon les pondérations de risque :

La qualité du portefeuille de la Caisse Française de Financement Local peut être illustrée par les pondérations en risque attribuées à chacun de ses actifs dans le cadre du calcul du ratio de solvabilité. En effet, la Caisse Française de Financement Local a fait le choix, pour l'essentiel de ses encours, de la méthode avancée pour calculer les exigences de fonds propres réglementaires.

Pondérations en risque du portefeuille de la Caisse Française de Financement Local au 30 septembre 2024 :



Cette analyse confirme l'excellente qualité des actifs du portefeuille de la Caisse Française de Financement Local :

- 83,8 % du portefeuille a une pondération de risque inférieure ou égale à 5 % ;
- 1,5 % du portefeuille a une pondération supérieure à 20 %.

La pondération moyenne des actifs est de 3,7%.

- Risque sur les contreparties bancaires :

La Caisse Française de Financement Local détient deux types d'expositions bancaires :

- des expositions sur des établissements de crédit pour un montant de EUR 3,2 milliards ;
- des contrats de dérivés, conclus dans le cadre de la couverture des risques de taux et de change.

Les opérations de dérivés de la Caisse Française de Financement Local sont régies par des contrats-cadres ISDA ou FBF (Fédération bancaire française) signés avec des grandes banques internationales. Ces contrats ont des caractéristiques particulières, car ils doivent répondre à certaines contraintes imposées aux sociétés de crédit foncier (et aux autres émetteurs de *covered bonds*) par les agences de notation. Ces dernières années, la Caisse Française de Financement Local a amendé ces contrats pour tenir compte de l'évolution récente de la réglementation EMIR (signature d'annexes variation margin). Les dérivés de la Caisse Française de Financement Local ne sont pas soumis à l'obligation de clearing, ni au versement d'initial margin. Tous les swaps de taux et de devises conclus par la Caisse Française de Financement Local bénéficient du même privilège légal que les obligations foncières. Pour cette raison, la Caisse Française de Financement Local ne verse pas de *cash collateral* (ou de *variation margin*) à ses contreparties de dérivés, alors que celles-ci en versent, sauf certaines qui bénéficient de la meilleure notation court terme de la part des agences de notation. Fin juin 2022, une nouvelle convention de dérivés a été conclue avec Sfil à laquelle sont rattachés uniquement les dérivés qui couvrent les quelques actifs qui sont sortis du *cover pool* depuis le 8 juillet 2022 dans le cadre de la mise en œuvre de la directive *covered bonds*. Puisque ces dérivés ne bénéficient pas du privilège de la loi, la convention prévoit la possibilité d'échanger du collatéral dans les deux sens. La créance de collatéral versé dans le cadre de cette convention est classée hors *cover pool*, comme les dérivés correspondants et leurs actifs couverts.

L'ensemble des expositions sur dérivés au 30 septembre 2024 est présenté ci-dessous :

(En EUR milliards)	Total des notionnels	% total des notionnels	Mark to Market		Collatéral reçu	Collatéral versé
			-	+		
Cover pool - contreparties externes	68,4	80%	(1,0)	0,1	(0,1)	-
Cover pool - SFIL	17,2	20%	(1,4)	-	-	-
Hors cover pool - SFIL	0,2	0%	(0,1)	-	-	0,1
TOTAL	85,8	100%	(2,5)	0,1	(0,1)	0,1

Au 30 septembre 2024, la Caisse Française de Financement Local est exposée (juste valeur positive des swaps) sur sept contreparties bancaires qui versent toutes du cash collatéral pour un montant total de EUR 0,1 milliard qui vient neutraliser l'exposition totale.

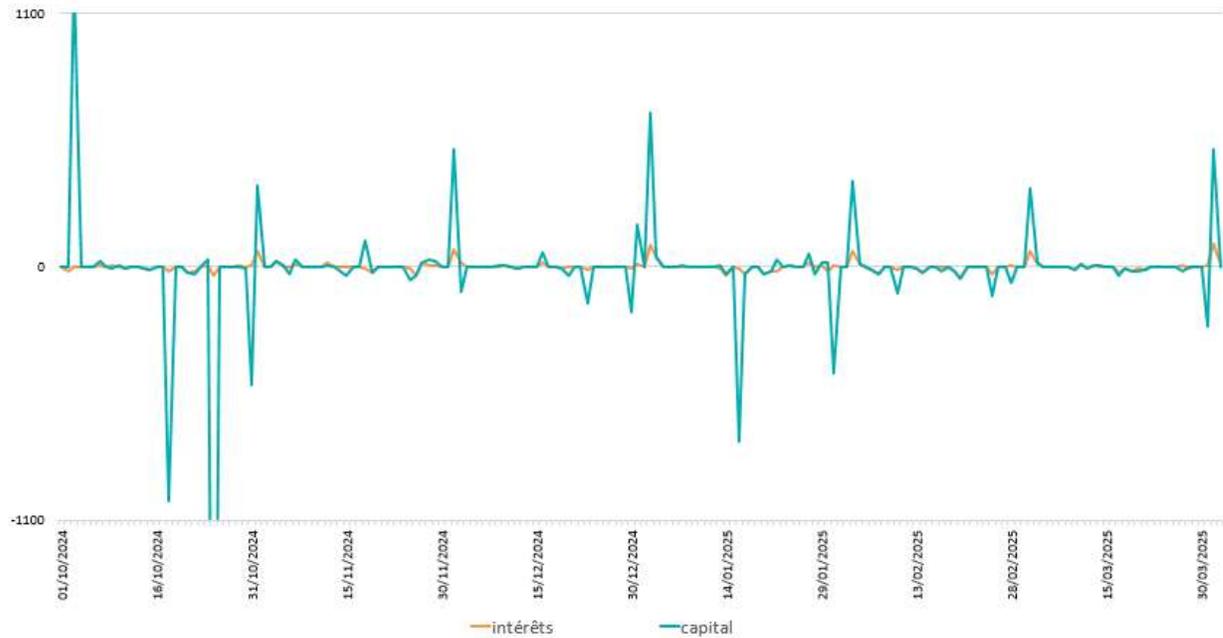
Les swaps conclus avec des contreparties externes représentent 80 % de l'encours de swaps et ceux conclus avec Sfil 20 %. Les swaps conclus avec les cinq premières contreparties externes représentent au total 49 % des montants notionnels.

6. Couverture du besoin de liquidité

Les informations sur le besoin de trésorerie à 180 jours et sur les modalités de couverture sont présentées au paragraphe 5.4.

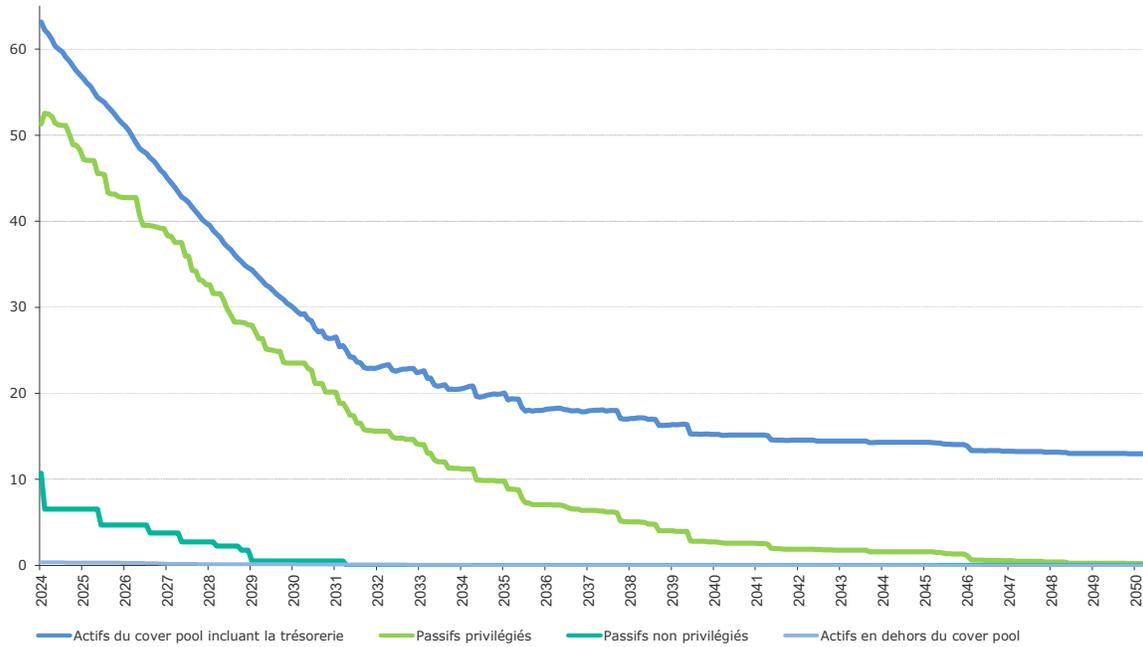
Le graphique ci-dessous présente la distinction entre les flux de capital et les flux d'intérêts constituant le besoin de liquidité à 180 jours :

En EUR millions



7. Structure des échéances

En EUR milliards



La Caisse Française de Financement Local ne détient aucun actif financier incluant des déclencheurs de prorogation de l'échéance. Elle n'a émis aucune obligation foncière incluant des déclencheurs de prorogation de l'échéance. Certaines obligations foncières incluent des option d'achat (call) qui sont uniquement exerçable par la Caisse Française de Financement Local.

8. Niveau de couverture des ressources privilégiées

Le ratio de couverture réglementaire certifié, correspondant à la situation au 30 juin 2024, s'élève à 119,2%